

Philippe Meirieu

« Conjuguer ensemble la transmission des savoirs et l'émancipation des sujets »

Biographie :

Professeur des universités en sciences de l'éducation, Philippe Meirieu a été instituteur puis professeur de collège et de lycée. Il a dirigé l'Institut des sciences et pratiques d'éducation et de formation (ISPEF) de l'université Lumière-Lyon 2. Il a participé à la création des IUFM et dirigé celui de Lyon pendant 5 ans. Depuis 2010, à côté de ses activités universitaires, il est vice-président de la région Rhône-Alpes délégué à la formation tout au long de la vie.

Bibliographie : « *L'école, mode d'emploi* », « *Apprendre... oui, mais comment* » font partie des ouvrages les plus connus de Philippe Meirieu et sont régulièrement réédités. Parmi ses derniers ouvrages, il a publié en 2012 « *Korczak : pour que vivent les enfants* » (littérature de jeunesse, Rue du Monde), « *Pédagogie : des lieux communs aux concepts clés* » en 2013 (ESF), et « *Le Plaisir d'apprendre* » en 2014 (Autrement). Cette année, sont sortis « *Apprendre, c'est quoi ?* » (L'Aube), « *Aider nos enfants à réussir... à l'école, dans leur vie, pour le monde* » (Bayard) et « *Où vont les pédagogues ?* » (collectif sous la direction de Jean Rakovitch chez ESF).
www.meirieu.com/

Vous affirmez que le XXI^e siècle voit s'achever des changements sociétaux décisifs. Lesquels ?

J'ignore si ces changements s'achèvent, mais, de toute évidence, nous vivons une période de mutations importantes : il y a d'abord, bien sûr, la mondialisation économique et financière, l'explosion du numérique, l'emprise médiatique et publicitaire dans un néolibéralisme décomplexé... Mais on assiste aussi, dans nos sociétés occidentales, à la montée de l'individualisme social et à la fragilisation de toutes nos institutions, associée, d'ailleurs, au développement de phénomènes claniques, plus ou moins intégristes. Il y a également un accroissement inévitable, dans ce cadre, des inégalités ainsi que le développement de dispositifs de contrôle technocratique pour endiguer les forces centrifuges libérées par la disparition des grands récits et l'absence d'une alternative politique visionnaire...

Comment ces changements interpellent-ils l'école ?

Au moins sur deux plans. D'une part, l'institution scolaire est menacée dans son principe même et, à terme, elle pourrait bien se dissoudre dans une multitude d'organisations disparates sur un marché éducatif débridé. D'autre part, nos élèves pris dans les filets de la pulsion consummatoire ont de plus en plus de mal à entrer dans nos exigences scolaires : perte d'attention, difficultés pour accéder au plaisir d'apprendre et à la joie de comprendre... toutes choses aggravées, bien sûr chez les enfants qui ne bénéficient pas d'un environnement familial et social capable de contrecarrer les effets de cet environnement.

Parmi ces changements, vous évoquez celui du statut de l'enfant, celui de l'enseignant s'en trouve-t-il changé lui aussi ?

Fondamentalement non : l'enseignant doit garder comme mission la transmission des savoirs et, dans le même mouvement, l'émancipation des sujets. L'essentiel étant, bien sûr, l'expression « *dans le même mouvement* » : transmission et émancipation doivent se conjuguer ensemble. Mais c'est là, précisément, que le bât blesse : l'enseignant est, aujourd'hui, assigné à une transmission préalable dont on veut juger les effets au plan strictement quantitatif et contrôler les acquisitions en termes de pure « *efficacité* ». Cette évolution me paraît très dangereuse et l'on en voit, dans certains pays, les effets catastrophiques : on ne prépare plus les élèves qu'à réussir les tests qui évaluent le système.

La refondation de l'école s'imposait donc, dites-vous, mais répond-elle à ces enjeux ?

Dans son principe oui... mais, dans sa mise en œuvre, je crains que les questions de « *fonctionnement* » prennent le pas sur les finalités. D'autant plus que la temporalité avec laquelle les questions sont traitées fait qu'on oublie la précédente et qu'on se focalise sur l'actualité, perdant ainsi la vision d'ensemble. Ainsi nous ensablons-nous souvent dans des problèmes techniques et organisationnels sans les référer suffisamment aux objectifs prioritaires qui devraient être les nôtres : l'accès de tous les enfants à la pensée réfléchie et à ce qui, dans notre culture, permet de penser le monde et de se penser aujourd'hui et demain dans le monde.

Vous en faites donc une question politique, au sens où c'est la fonction de l'école dans la société qui doit être réinterrogée. De quelle manière ?

Oui, absolument. Et, pour dire les choses de façon sans doute un peu caricaturale, il me semble que le choix qui se présente à nous est : soit une école qui court après le fonctionnement social et perd son âme en développant la concurrence scolaire et managériale à tous les niveaux, soit une école qui assume sa fonction de « *résistance* » et développe délibérément des pratiques de coopération, tant au plan social (avec ses partenaires), qu'au plan institutionnel (dans le travail en équipe et la mutualisation) et au plan pédagogique (par la promotion de l'entraide et du travail coopératif).

Si l'accès à l'école s'est démocratisé, pourquoi peine-t-elle encore à faire réussir tous les élèves ?

D'abord, parce que nous ne sommes pas d'accord sur que c'est que « *réussir* » : est-ce accéder aux meilleures écoles, aux meilleures options et filières pour engager prématurément une « *stratégie de carrière* », ou bien est-ce chercher le moyen de donner du sens à sa vie et de prendre des responsabilités dans un collectif ? Chacun d'entre nous est même clivé dans sa vie personnelle, pris entre le souci légitime de garantir un avenir institutionnel protégé pour ses propres enfants et sa vision de l'avenir pour tous. Et nous ne sortirons de ce clivage que par un projet politique fort

qui nous permettra de nous exhausser au-dessus de nos intérêts individuels... Maintenant, bien sûr, la question se pose aussi aux plans organisationnel et pédagogique : sommes-nous prêts à réorienter nos efforts – y compris financiers - sur les élèves les plus défavorisés et comment ? Sommes-nous prêts aussi à revisiter certains de nos « *lieux communs pédagogiques* » (l'épanouissement de chacun, l'individualisation des apprentissages, la liberté d'expression de l'enfant, etc.) pour en débusquer les implicites, souvent contradictoires, et réinterroger des pratiques qui reproduisent des inégalités ? L'épanouissement de l'enfant par exemple, est-ce la contemplation des aptitudes qui s'éveillent ou l'effort pour ouvrir de nouveaux horizons et mieux outiller les personnes ?

L'école, « une institution vétuste », la seule faute d'une « technocratie » qui s'opposerait à la « démocratie scolaire » comme vous le suggérez, ou bien les « pédagogos » doivent y prendre leur part de responsabilité ?

Je ne crois pas avoir trop cédé à la simplification et à la désignation facile de boucs-émissaires. Il me semble avoir toujours tenté de montrer que les responsabilités étaient partagées. Ne serait-ce que parce que je suis convaincu, comme le dit mon collègue genevois Walo Hutmacher, que « *pour pouvoir faire partie de la solution, il faut se savoir faire partie du problème* ». Ainsi, dès mes premiers travaux, j'ai observé les pratiques de groupe suggérées par les « pédagogos » et montré qu'elles pouvaient être considérées comme une manière de « *faire émerger plus vite les futurs chefs* » ou bien de préfigurer une société plus juste... De même pour la pédagogie différenciée : j'ai toujours plaidé qu' « *il faut beaucoup de chemins pour arriver en haut de la montagne* », tout en combattant les visions mécaniques et behavioristes de la différenciation. Mais la « *logique institutionnelle* » a été la plus forte et la « *machine-école* » a souvent transformé la différenciation des parcours en différenciation des objectifs, ce qui légitime des systèmes de tri et équivaut à un renoncement. Nous n'avons pas réussi à faire entendre la nécessité de prendre en compte les différences pour accéder à l'égalité, peut-être parce que cela contredit la vision sociale dominante.

La pédagogie serait-elle devenue suspecte ?

Dans l'opinion publique et même chez certains intellectuels, on ne connaît généralement le travail des « pédagogos » qu'à travers les caricatures qu'en font leurs adversaires : selon ces derniers, ils seraient des admirateurs inconditionnels et béats de l'expression spontanée de l'infantile, hostiles à toute contrainte, réfractaires à toute culture et récusant toute autorité ! C'est là une vision absurde et malhonnête, mais que nous n'avons sans doute pas su, suffisamment, déconstruire à temps et qui a pu être entérinée par quelques zélotes manquant de discernement.

Alors la pédagogie peut-elle encore changer l'école ?

Disons plus modestement que la pédagogie peut changer dans l'école et préfigurer un changement plus important, celui d'un projet éducatif sociétal qui garantisse le droit à l'éducation pour tous et privilégie la coopération sur la concurrence, la formation de « *l'enfant citoyen* » à la docilité de l'enfant soumis et consommateur.

D'autant plus que, malgré ce que certains laissent croire, la pédagogie coopérative ne délaisse pas les contenus culturels, mais elle leur donne sens et facilite leur appropriation. Elle n'est en rien une pédagogie « laxiste », tout au contraire : elle incarne la nécessité du dépassement de soi. Comme le disait Albert Jacquard, « *la vraie réussite n'est pas d'être meilleur que les autres, elle est de devenir meilleur que soi-même* ». Elle ne signifie pas, non plus, l'abandon de moments nécessaires de formation à l'écoute du maître et à la formalisation des savoirs, mais l'articulation raisonnée de ces moments avec des temps d'exploration et de découverte. Bref, c'est une pédagogie de l'exigence, de la réconciliation de l'effort et du plaisir, de la responsabilité de chacun avec la progression de tous...

Avec quels enseignants peut-elle le faire ?

Avec des enseignants mieux formés, bien sûr, en formation initiale continue, des enseignants qui soient des hommes et des femmes de culture, reconnus par la société tout entière pour l'importance de leur mission (y compris en termes financiers)... mais, surtout, des enseignants sereins et déterminés, inscrits lucidement dans un projet politique qui donne sens à leur engagement personnel. Or, ce n'est pas ainsi que les enseignants se vivent aujourd'hui : ils ont le sentiment d'être peu considérés et « *aux ordres* », quand il leur faudrait, tout à la fois, plus de considération et de pouvoir d'initiative. Plus de directions politiques vraiment ambitieuses et moins de contrôle technocratique... Certes, les choses avancent, ici ou là, et j'en suis heureux, mais il y a, comme on dit aujourd'hui, de sacrées « *marges de progrès* » !

L'Éducation morale et civique telle qu'elle est désormais prescrite peut-elle répondre aux enjeux de la laïcité ?

Il faut rappeler que les enseignants n'ont pas attendu l'EMC pour se préoccuper de la formation à la citoyenneté. Des pratiques extrêmement intéressantes comme celle des conseils d'élèves ou des ateliers philosophiques y contribuent déjà. D'autre part, je crois que la formation à la laïcité ne passe pas seulement par la répétition de principes républicains mais par des pratiques pédagogiques fondées sur la nécessaire distinction du croire et du savoir. Cela passe par tout un travail autour de la démarche expérimentale, de la recherche documentaire, des usages d'internet, etc... La laïcité se construit au quotidien, c'est aussi l'apprentissage de la lucidité.

Les grands pédagogues d'hier accompagnent souvent vos travaux. Qu'ont-ils encore à nous dire ?

Nous avons beaucoup de choses à apprendre à leur contact : redécouvrir sans cesse leur optimisme constitutif face à l'enfant, en particulier, et à l'humain en général ; nous ressourcer en voyant leur inventivité fantastique, tant en termes d'institutions que de dispositifs ; nous apprendre à interroger les représentations qui « vont de soi » (comme celle de la classe homogène d'élèves de même âge et de même niveau qui font tous la même chose à la fois) ; nous libérer au regard des contraintes que nous nous donnons souvent à nous-mêmes sans que personne ne nous les impose vraiment... Et puis, les grandes figures de la pédagogie témoignent souvent, de manière exceptionnelle, des paradoxes éducatifs auxquels nous sommes quotidiennement confrontés : tenir compte des différences sans y enfermer quiconque, garantir l'avenir du groupe et n'en exclure pourtant personne, donner du sens aux savoirs sans s'assujettir à la demande de l'enfant, favoriser le développement de sa liberté sans renoncer aux contraintes fécondes, etc. Qui peut dire qu'il n'est jamais confronté à ces questions et n'a rien à apprendre sur ces sujets de l'histoire de la pédagogie ?

Votre dernier livre* s'adresse aussi aux parents. Ils ont eux aussi besoin des pédagogues ?

Oui, car ils sont souvent victimes de faiseurs d'illusions, quand ce n'est pas de charlatans ! Il n'est qu'à voir le nombre d'ouvrages – qu'ils relèvent du « développement personnel » ou prétendent s'appuyer sur les dernières découvertes scientifiques – qui leur vendent la réussite à coup sûr de leurs enfants. Mais avec une vision bien individualiste de la réussite et, parfois, en activant des réflexes de méfiance, voire d'agression à l'égard de l'institution scolaire. J'ai voulu parler, à ma manière, de la réussite et de l'école, donner un autre son de cloche que celui de la « fabrication de l'excellence dès le plus jeune âge » à n'importe quel prix (mais pas pour tout le monde !). J'ai voulu aussi montrer que les apports de la pédagogie concernent tous les acteurs éducatifs et que nous devons aider ensemble nos enfants, comme je le dis dans le titre du livre, à « réussir à l'école, dans leur vie, pour le monde ».

**« Aider nos enfants à réussir... à l'école, dans leur vie, pour le monde » chez Bayard (2015)*